



22 MAI : DANS LA RUE POUR DÉFENDRE LES RETRAITES

La journée nationale de grève et de manifestations du 22 mai, à l'appel de toutes les organisations syndicales, sera un moment décisif pour faire reculer les projets du gouvernement sur les retraites, notamment celui de porter la durée de cotisation à 41 ans. Attac appelle à y participer massivement.

Non au hold-up sur les retraites !

L'allongement de la durée de cotisations a déjà provoqué une baisse considérable des pensions. La pauvreté est de retour chez les personnes âgées. Victimes de carrières incomplètes, interrompues lors des maternités et de l'éducation des enfants, les femmes sont les plus touchées.

Les salariés sont contraints de travailler plus longtemps pour avoir une retraite complète, pendant que les entreprises les licencient fréquemment bien avant la soixantaine. En outre, le gouvernement envisage de ne plus les dispenser de rechercher un emploi après 57 ans et demi, et donc de les priver de leur droit aux allocations chômage.

Pourquoi ces réformes régressives ?

- L'objectif est, malgré l'accroissement de la richesse produite, de réduire l'ensemble de la masse salariale, incluant les cotisations sociales, pour le plus grand bénéfice des actionnaires. Après avoir réussi à bloquer les salaires directs, c'est le niveau des retraites qui est maintenant visé.

- Le Medef veut même aller plus loin : reculer l'âge de la retraite à 62 ou 65 ans pour empêcher ceux qui ont commencé à travailler tôt de faire valoir leurs droits à 60 ans, même en ayant la durée de cotisation requise. Quant aux discussions sur la prise en compte de la pénibilité, elles s'enlisent, et le pire se prépare si les quelques avantages dont bénéficient les femmes sont supprimés.

- Le but est également d'ouvrir le champ des retraites et de toute la protection sociale aux compagnies d'assurance et aux fonds de pension privés. Dans la période de financiarisation de l'économie mondiale, les marchés financiers sont avides d'épargne pour participer aux gigantesques restructurations de l'économie qui se soldent par la précarité, le chômage et les inégalités. Moins de protection sociale, assurance maladie et retraites, c'est moins de richesse mutualisée, socialisée, et c'est au contraire plus pour alimenter la finance mondiale. Avec, au bout du compte, la certitude d'une bulle spéculative qui, lorsqu'elle éclate, menace l'économie productive.

Les retraites : un choix de société

Le 22 mai, nous dirons *non* aux retraites réduites et aux retraites confiées à la finance. Car la capitalisation est un leurre et une escroquerie. Un leurre, parce que la finance ne crée pas de richesse supplémentaire pour des retraités plus nombreux. Une escroquerie, parce qu'on ne peut jouer les retraites à la Bourse et les soumettre aux caprices de la spéculation.

Le 22 mai, nous dirons *oui* à un partage équitable des richesses grâce à une protection sociale de haut niveau. Ce partage est possible et le dernier rapport du Conseil d'orientation des retraites (COR) l'a démontré. Le besoin de financement supplémentaire des retraites, si l'on reste à 40 ans de cotisations, sera de 1,3 % du PIB en 2020 et de 2,3 % en 2040. Cet accroissement est dérisoire au regard de ce que sera le PIB et de ce que représentent déjà aujourd'hui les exonérations de cotisations patronales (1,4 % du PIB en 2007).

Nos propositions

- Maintien de la retraite à 60 ans et retour aux 37,5 ans de cotisation. Départ plus précoce en cas de travaux pénibles ou d'annuités requises obtenues.

- Indexation des retraites sur les salaires (et non sur les prix), eux-mêmes indexés sur la productivité du travail.

- Taux de remplacement moyen de 75 % du salaire, avec une modulation allant de 60 % pour les très hauts salaires à 100 % au niveau du SMIC (pas de pension inférieure à celui-ci).

- Le financement de ces propositions est possible. En rééquilibrant le partage de la valeur ajoutée, on mettrait fin à un détournement de 8 points de PIB au bénéfice des actionnaires et de la finance, qui dure depuis un quart de siècle. La hausse progressive des cotisations sociales au fur et à mesure des besoins est parfaitement envisageable, soit en augmentant le taux de cotisations patronales, soit en élargissant l'assiette des cotisations, parallèlement à la baisse des dividendes. Ce nécessaire rééquilibrage pourrait être favorisé et amplifié dès lors qu'il se mettrait en œuvre au niveau de l'Union européenne.

La raison d'être d'Attac est de lutter contre la mainmise de la finance capitaliste sur l'ensemble de la société. Car celle-ci ne peut provoquer que dégradation sociale et crises de toutes sortes. Il y a mieux à faire pour construire une société plus juste : nous serons donc dans la rue le 22 mai.